



## **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

***L'acheteur :***

**Département de la Somme  
Hôtel des Feuillants  
53 rue de la République  
CS 32615  
80026 AMIENS CEDEX 1**

---

**Distribution du magazine départemental et de ses suppléments auprès de l'ensemble des habitants de la Somme**

---

**Appel d'offres ouvert en application des articles R.2124-1, L.2124-2, R.2124-2, R.2161-2 et R.2161-3 du Code de la commande publique.**

**Date et heure limites de remise des offres : 03/06/2024 à 12h00**

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

## SOMMAIRE

1. - Acheteur
2. - Objet de la consultation
  - 2.1. - Objet de l'accord-cadre
  - 2.2. - Procédure de passation
  - 2.3. - Forme de l'accord-cadre
3. - Dispositions générales
  - 3.1. - Décomposition de l'accord-cadre
  - 3.2. - Durée de l'accord-cadre - délais d'exécution
  - 3.3. - Modalités de financement et de paiement
  - 3.4. - Forme juridique de l'attributaire
  - 3.5. - Délai de validité des propositions
  - 3.6. - Variantes
  - 3.7. - Autres dispositions
4. - Dossier de consultation
  - 4.1. - Contenu du dossier de consultation
  - 4.2. - Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique
    - 4.3. - Modification de détail au dossier de consultation
  - 4.4. - Visite des lieux et consultation de documents sur site
5. - Présentation des propositions
  - 5.1. - Documents à produire
  - 5.2. - Langue de rédaction des propositions
  - 5.3. - Unité monétaire
  - 5.4. - Conditions d'envoi ou de remise des plis
  - 5.5. - Communication et échanges d'information par voie électronique
  - 5.6. - Négociation
  - 5.7. - Régularisation des offres
6. - Jugement des propositions
7. - Renseignements complémentaires

## **Article 1 - Acheteur**

### **Le Département de la Somme**

Adresse :

Département de la Somme

Hôtel des Feuillants

53 rue de la République

CS 32615

80026 Amiens Cedex1

Téléphone : 0322718361

Télécopie :

Site Internet : <https://marchespublics596280.fr>

### **Maître d'oeuvre :**

Direction de la communication

## **Article 2 - Objet de la consultation**

### **2-1-Objet du contrat**

La consultation porte sur les prestations suivantes :

Distribution du magazine départemental et de ses suppléments auprès de l'ensemble des habitants de la Somme.

### **Action d'insertion par l'activité économique :**

Le Conseil Départemental de la Somme a, par délibération en date du 12 février 2018, adopté ses orientations générales pour ses achats au terme desquelles il entend, au travers sa commande publique, notamment soutenir l'économie sociale et solidaire et favoriser l'emploi du public en difficulté. Aussi, cet accord-cadre comporte une clause obligatoire d'insertion des publics en difficultés en application de l'article R.2111-10 du Code de la commande publique.

A cet effet, l'article 3-3-2 du CCP et l'annexe 2 à l'acte d'engagement précisent à cet égard les différentes modalités envisageables de mise en œuvre de cette action d'insertion.

L'entreprise qui se verra attribuer l'accord-cadre, devra réaliser une action d'insertion qui facilite l'accès à l'emploi durable de personnes rencontrant des difficultés socioprofessionnelles particulières en s'inscrivant dans la logique d'un parcours d'insertion et/ou participe au développement économique des structures relevant du champ de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS).

Le Département de la Somme a mis en place (article 3-2-2 du CCP) un dispositif d'accompagnement (Chargé de gestion de Clauses sociales) spécifique qui doit permettre aux entreprises qui le souhaitent d'être accompagnées dans la bonne compréhension et la mise en œuvre de ce dispositif.

**ATTENTION :**  
**LES CANDIDATS NE SONT PAS AUTORISÉS À FORMULER DANS LEUR OFFRE DES RÉSERVES SUR LA**  
**CLAUDE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.**

**UNE OFFRE QUI NE SATISFERAIT PAS À CETTE CONDITION D'EXÉCUTION SERA DÉCLARÉE NON-**  
**CONFORME AU MOTIF DU NON-RESPECT DU CAHIER DES CHARGES.**

Les candidats répondant à la consultation peuvent contacter le Chargé de gestion de Clauses sociales M. Chérif NAAB (Mail : cnaab@somme.fr - Tél : 03 22 97 21 86) qui répondra à leurs questions concernant la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Le candidat doit impérativement cocher une modalité à minima. Pour réaliser l'engagement d'insertion le candidat peut combiner plusieurs modalités.

## **2-2-Procédure de passation**

La consultation est passée par Appel d'offres ouvert en application des articles R.2124-1, L.2124-2, R.2124-2, R. 2161-2 et R. 2161-3 du Code de la commande publique.

## **2-3-Forme du contrat**

L'accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique. Il sera exécuté par le biais de bons de commande, en application des articles R.2162-2 alinéa 2 et R.2162-4 du Code de la commande publique, au fur et à mesure des besoins du Département, pour un montant maximum annuel de commande : 300 000 € HT.

Les quantités minimum et maximum de commandes annuelles sont indiquées ci-dessous :

<b>Quantité minimum annuelle</b>	<b>Quantité maximum annuelle</b>
3 distributions	15 distributions

## **Article 3 - Dispositions générales**

### **3-1-Décomposition du contrat**

#### **3-1-1-Lots**

L'accord-cadre ne fait pas l'objet d'un allotissement :

- Exécution des prestations financièrement plus coûteuse

### **3-2-Durée du contrat - Délai d'exécution**

L'accord-cadre est conclu pour une période de 1 an, à compter de sa notification. Il est renouvelable tacitement deux fois pour la même période, soit une durée maximale de trois ans.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Le délai de distribution non adressé dans les boîtes aux lettres des habitants du département de la Somme de la totalité des magazines est renseigné à l'article E de l'acte d'engagement par le titulaire.

Ce délai ne peut excéder 5 jours ouvrés à compter de la date de commencement de la distribution indiquée dans le bon de commande.

### **3-3-Modalités de financement et de paiement**

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire. Ressources propres de la collectivité.

### **3-4-Forme juridique de l'attributaire**

L'accord-cadre sera conclu soit avec un prestataire unique soit avec un groupement momentané d'entreprises. Celui-ci pourra prendre la forme d'un groupement solidaire ou conjoint.

En cas d'attribution de l'accord-cadre à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R.2142-24 du Code de la commande publique.

### **3-5-Délai de validité des propositions**

Les offres sont valables pendant 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### **3-6-Variantes**

#### **3-6-1-Variantes autorisées**

Les variantes ne sont pas autorisées.

#### **3-6-2-Variantes exigées**

Il n'est pas prévu de variante exigée.

### **3-7- Communication et échanges d'informations par voie électronique**

En application de l'article R.2132-7 du code de la commande publique, les communications et échanges s'effectueront, pendant toute la procédure de passation, par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://marchespublics596280.fr>. A cet effet, le candidat renseignera son adresse courriel à l'article C de l'acte d'engagement.

## **Article 4 - Dossier de consultation**

### **4-1-Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le règlement de la consultation,
- l'acte d'engagement,
- l'annexe 1 à l'acte d'engagement : le bordereau des prix unitaires,
- l'annexe 2 à l'acte d'engagement relative à la clause d'insertion par l'Activité Économique (CIAE),
- le CCP,
- le détail quantitatif estimatif,
- la lettre de candidature incluant la déclaration sur l'honneur,
- le formulaire DC1,
- le formulaire DC2,
- le formulaire DC4.

### **4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique**

Conformément à l'article R.2132-2 du Code de la commande publique, l'acheteur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante : <https://marchespublics596280.fr>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

## **Article 5 - Présentation des propositions**

### **5-1-Documents à produire**

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

#### **5-1-1- Présentation des candidatures : justificatifs à produire**

→ une lettre de candidature conforme au modèle « lettre de candidature-attestation sur l'honneur » jointe à la présente consultation ou au DC1 incluant une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun cas des interdictions de soumissionner (1) ;

→ une déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement conforme au modèle DC2 joint à la consultation (2);

→ Une déclaration du candidat individuel ou des membres du groupement indiquant les effectifs moyens annuels pendant les 3 dernières années ;

→ le pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat ;

→ une liste des principales prestations réalisées au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date, les destinataires publics ou privés et le lieu d'exécution ;

→ la description de l'outillage, matériel et de l'équipement technique qui sera utilisé pour

l'exécution du marché ;

→ si le candidat est en redressement judiciaire la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

En cas de groupement, les pièces des co-traitants doivent être fournies par chaque membre du groupement.

En cas de sous traitance, devra être remis également un acte spécial de sous traitance (formulaire DC4 incluant une attestation sur l'honneur au regard des interdictions de soumissionner) accompagnés de l'ensemble des pièces justifiant de ses capacités économiques, financières et de ses capacités professionnelles et techniques.

Toutefois, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents ou renseignements listés ci-dessus s'il est possible pour le Département de les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Dans ce cas, le candidat doit indiquer dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou cet espace. L'accès à ceux-ci doit être gratuit.

En lieu et place des documents ou renseignements cités au (1) et (2), l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français, conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne. Dans ce cas, les candidats ne peuvent pas se limiter à indiquer qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises. Ils doivent fournir tous les justificatifs exigés pour la présentation des candidatures.

Le candidat peut :

- soit fournir un DUME en pièce libre (au format XML),
- soit renseigner le DUME en ligne mis à disposition sur le profil acheteur.

Si vous candidatez sous la forme d'un groupement, chaque co-traitant doit présenter un DUME distinct.

En cas de sous-traitance, chaque sous-traitant doit présenter un DUME distinct également.

### **5-1-2 - Contenu de l'offre**

**Les candidats devront impérativement produire les pièces suivantes :**

- L'acte d'engagement, **complété**, valant acceptation de l'ensemble des pièces contractuelles, administratives, techniques et financières ;
- L'annexe 1 à l'acte d'engagement : le bordereau des prix unitaires **complété** ;
- L'annexe 2 à l'acte d'engagement relative à la clause d'insertion par l'Activité Économique (CIAE) **complétée**,
- la note méthodologique, établie par le candidat, détaillant :
  - l'organisation mise en place pour distribuer le magazine dans les boîtes aux lettres des habitants de la Somme (en précisant les moyens humains et le processus de distribution, notamment pour garantir la distribution hors liasses de publicité) ;
  - les modalités de suivi de la distribution du magazine (en précisant le taux de couverture) ;
  - les modalités de traitement des réclamations (identification d'un interlocuteur unique et mise en place d'un numéro spécial pour les réclamations) ;
- le détail quantitatif estimatif **complété** ;

## **5-2-Langue de rédaction des propositions**

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

## **5-3-Unité monétaire**

Le pouvoir adjudicateur conclura l'accord-cadre dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

## **5-4-Conditions d'envoi ou de remise des plis**

**En application de l'article L.2132-2 du code de la commande publique, les candidats devront transmettre obligatoirement leur candidature et leur offre par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation du Département : <https://marchespublics596280.fr>**

Date et heure limites de remise des offres : **03/06/2024 à 12h00**

L'enveloppe électronique contiendra les documents relatifs à la candidature et à l'offre du candidat listés à l'article 5-1 du présent règlement.

**Il n'est pas exigé de signature électronique à la remise des offres. Aussi, le candidat s'engage, s'il est attributaire, à signer manuscritement le marché rematérialisé au format papier.**

Les dossiers réceptionnés hors délai ne seront pas retenus.

Conformément aux articles L.2132-2, R.2132-2, R.2132-7 à R.2132-9 du code de la commande publique, les candidats doivent télécharger les documents du dossier de consultation sur un réseau électronique, et doivent déposer leur candidature et leur offre par voie électronique (<https://marchespublics596280.fr>).

Les candidats ne supportent aucun frais autres que ceux liés à l'accès au réseau et à l'obtention éventuelle de la signature électronique. Ils doivent cependant disposer d'un navigateur Internet ayant une puissance de chiffrement 128 bits, et d'un environnement informatique mis à jour en matière de sécurité et d'antivirus, pour accéder à un site de protocole https.

### Constitution, remise et traitement des soumissions dématérialisées

Les candidats répondant à une consultation en ligne sont invités à consulter gratuitement la rubrique " Aide " de la plateforme de dématérialisation (<https://marchespublics596280.fr>). Ils peuvent accéder dans cette rubrique : aux guides utilisateurs, à des informations sur l'assistance téléphonique et sur les outils informatiques.

Les soumissions sont présentées sous la forme d'un fichier distinct représentant la candidature et l'offre dont le contenu est précisé à l'article 5-1 du présent règlement.

Le format utilisé devra être un de ceux proposé par la plate-forme du site.

Les candidats constituent leur offre sur la plate-forme. Un courriel est envoyé à chaque dépôt de document. Le candidat n'a pas d'opération de validation globale à effectuer. La soumission contenant l'offre est validée automatiquement par la plate-forme à la date et à l'heure limites de réception des offres fixées dans l'avis d'appel à la concurrence.



Les réponses électroniques arrivées hors délai ou non adressées dans les formes prescrites ne sont pas examinées.

Les documents comportant des virus sont réputés n'avoir jamais été reçus et le candidat en est informé.

Le dossier du candidat ne doit pas dépasser la taille prévue sur la plate-forme.

Conformément à l'article R.2151-6 du code de la commande publique, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

#### Copie de sauvegarde

En application de l'article R.2132-11 du code de la commande publique et de l'arrêté du 14 avril 2023, le candidat a néanmoins, la possibilité d'envoyer également une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier, sous réserve qu'elle parvienne à l'acheteur dans les délais impartis pour la remise des offres.

La copie de sauvegarde contient tous les éléments listés à l'article 5-1 du présent règlement. Elle doit être placée dans une enveloppe cachetée portant le nom et l'adresse du candidat et la mention suivante :

**« Copie de sauvegarde Distribution du magazine départemental et de ses suppléments  
auprès de l'ensemble des habitants de la Somme - NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE  
COURRIER ».**

Elle est remise contre récépissé à l'adresse suivante :

Département de la Somme  
Direction Finances et Commande Publique  
Secrétariat – 1<sup>er</sup> étage  
40 rue de la République  
80000 AMIENS

aux heures d'ouverture des bureaux au public :

du lundi au vendredi : 9h-12h / 14h-17h

ou à l'adresse ci-dessous, par courrier, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine, la date et l'heure de réception, et de garantir la confidentialité :

Département de la Somme  
Direction des finances et de la commande publique  
Service des marchés  
40 rue de la République  
CS 32615  
80026 Amiens Cedex 1

La copie de sauvegarde qui parviendrait après la date et l'heure limites fixées au présent règlement de la consultation ne sera pas ouverte.

### **5-5-Négociation**

Les négociations sont interdites.

## **5-6- Régularisation des offres**

En application de l'article R.2152-2 du code de la commande publique, le Département pourra autoriser la régularisation des offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Toutefois, cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

## **5-7-Documents à produire par le candidat retenu au stade de l'attribution du marché :**

- Les pièces prévues aux articles R1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail ;
- Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- En cas d'emploi de salariés étrangers, les pièces prévues à l'article D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail, à savoir la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L.5221-2 du code du travail, établie sur la base du registre unique du personnel, et indiquant, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
- En cas de recours à des salariés détachés, les pièces prévues à l'article L.1262-2-1 du code du travail, à savoir une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) ainsi que la copie du document désignant le représentant de l'entreprise sur le territoire national.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation pour les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

Conformément à l'article R.2144-7 du code de la commande publique, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur.

**Il n'est pas exigé de signature électronique à la remise des offres.**

**Seul le candidat retenu sera tenu de signer le marché. Aussi, le candidat s'engage, s'il est attributaire, à signer manuscritement le marché rematérialisé au format papier.**

**Toutefois, si le candidat utilise la signature électronique, il est conseillé d'utiliser la signature électronique sous format PADES.**

## **Article 6 - Jugement des propositions**

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions prévues aux articles R.2152-7 et R.2152-11 du code de la commande publique au moyen des critères suivants :

### **Critères de sélection des candidatures :**

1. Capacités professionnelles
2. Capacités financières
3. Moyens techniques et humains

**Critères de jugement des offres :**

- La valeur technique (50%) au regard de la note méthodologique détaillant :
  - l'organisation mise en place pour distribuer le magazine dans les boîtes aux lettres des habitants de la Somme (en précisant les moyens humains et le processus de distribution, notamment pour garantir la distribution hors liasses de publicité) (25 %) ;
  - les modalités de suivi de la distribution du magazine (en précisant le taux de couverture) (15 %) ;
  - les modalités de traitement des réclamations (identification d'un interlocuteur unique et mise en place d'un numéro spécial pour les réclamations) (10 %) ;
- Le prix (40%) ;
- Le délai de distribution (10%).

Le critère « valeur technique » sera noté selon l'échelle de valeur suivante :

- excellent : 5
- bon : 4
- moyen : 3
- insuffisant : 2
- très insuffisant : 1
- absence de réponse : 0

Le 1<sup>er</sup> sous-critère de la valeur technique sera affecté d'un coefficient de 5 pour obtenir une note sur 25. Le 2<sup>ème</sup> sous-critère de la valeur technique sera affecté d'un coefficient de 3 pour obtenir une note sur 15. Le 3<sup>ème</sup> sous-critère de la valeur technique sera affecté d'un coefficient de 2 pour obtenir une note sur 10. La somme des 3 notes donnera celle de la valeur technique sur 50.

Le prix sera noté sur 40. La note maximale de 40 sera attribuée à l'offre la plus basse. Pour toutes les autres offres, le calcul de la note sera fait sur la base proportionnelle du rapport entre l'offre la plus basse et l'offre à noter, multiplié par 40 pour obtenir une note sur 40.

Le critère délai de distribution non adressé dans les boîtes aux lettres des habitants de la Somme de la totalité des magazines sera noté selon l'échelle de valeur suivante :

- excellent : 5 (moins de 3 jours ouvrés)
- bon : 4 (4 jours ouvrés)
- satisfaisant : 3 (5 jours ouvrés)
- insuffisant : 2 (6 jours ouvrés)
- très insuffisant : 1 (plus de 6 jours ouvrés)
- absence de réponse : 0

La note obtenue sera affectée d'un coefficient de 2 pour obtenir une note sur 10.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera celle qui aura obtenu la note la plus élevée (sur un total maximum de 100 points).

**Offres anormalement basses**

Conformément aux articles L.2152-5 à L.2152-6 et R.2152-5 et R.2152-6 du code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

## **Article 7 - Renseignements complémentaires**

Pour obtenir tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leurs questions au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres aux adresses suivantes. Aucune réponse ne sera apportée au-delà de ce délai.

### **1) Renseignements administratifs**

Correspondant :  
Adresse : Département de la Somme  
Direction des Finances et de la Commande Publique  
40 rue de la République  
CS 32615  
80026 Amiens Cedex 1

Téléphone : 0322718361  
Adresse internet : <https://marchespublics596280.fr>  
Lien questions et réponses

### **2) Renseignements techniques**

Adresse internet : <https://marchespublics596280.fr> - Cliquer sur le bouton "Poser une question" sur la page de l'affaire concernée.

### **3) Renseignements motifs des rejets**

Département de la Somme – Direction des Finances et de la Commande Publique  
40 rue de la République  
CS 32615  
80026 Amiens Cedex 1  
Courriel : [rejets.motives@somme.fr](mailto:rejets.motives@somme.fr)

### **4) Voies et délais de recours**

- Coordonnées du Tribunal Administratif d'Amiens  
14, rue Lemerchier 80 011 AMIENS  
Tél. 03 22 33 61 70  
Télécopie : 03 22 33 61 71  
courriel : [greffe.ta-amiens@juradm.fr](mailto:greffe.ta-amiens@juradm.fr)

- Coordonnées du service pour obtenir des renseignements sur les recours :  
Département de la Somme  
Direction des Finances et de la Commande Publique  
43 rue de la République  
CS 32615  
80026 Amiens Cedex 1  
Tél : 03 22 71 80 74  
courriel : [a.courtial@somme.fr](mailto:a.courtial@somme.fr)